

*Rabat – Voici un communiqué du Cabinet Royal :*

“Le secrétariat général du Parti Justice et Développement (PJD) a récemment publié une déclaration contenant des dépassements irresponsables et des approximations dangereuses, concernant les relations entre le Royaume du Maroc et l’Etat d’Israël, en lien avec les derniers développements dans les territoires palestiniens occupés.

A cet égard, le Cabinet Royal souligne ce qui suit :

Premièrement : La position du Maroc envers la question palestinienne est irréversible, et elle constitue l’une des priorités de la politique étrangère de Sa Majesté Le Roi, Amir Al-Mouminine et Président du Comité Al-Qods, Qui la place au même rang de l’intégrité territoriale du Royaume. Il s’agit d’une position de principe constante du Maroc, qui ne saurait être soumise aux surenchères politiciennes et aux campagnes électorales étriquées.

Deuxièmement : La politique extérieure du Royaume est une prérogative de Sa Majesté Le Roi, que Dieu L’assiste, en vertu de la Constitution, que le Souverain exerce conformément aux constantes nationales et aux intérêts suprêmes de la patrie, et à leur tête la question de l’intégrité territoriale.

Troisièmement : Les relations internationales du Royaume ne peuvent être l’objet de chantage de la part de quiconque et pour quelque considération que ce soit, particulièrement dans ce contexte mondial complexe. L’instrumentalisation de la politique extérieure du Royaume dans un agenda partisan interne constitue ainsi un précédent dangereux et inacceptable.

Quatrièmement : La reprise des relations entre le Maroc et Israël a été effectuée dans des circonstances et dans un contexte que tout le monde connaît. Elle est encadrée par le communiqué du Cabinet Royal du 10 décembre 2020 et celui publié le même jour à la suite de la communication téléphonique entre Sa Majesté Le Roi et le Président palestinien, ainsi que par la Déclaration Tripartite du 22 décembre 2020, signée devant le Souverain.

Les forces vives de la nation, les partis politiques, ainsi que certaines personnalités de premier plan, de même que certaines instances associatives militant pour la question palestinienne, avaient alors été informés de cette décision, pour laquelle ils avaient exprimé leur adhésion et leur engagement”.